

Salaires des patrons: les actionnaires se rebiffent

PAR [MARY VAKARIDIS](#) (/AUTHOR-IMPORT/MARY-VAKARIDIS) En Suisse et dans le monde, la contestation gronde contre les rémunérations stratosphériques du management, dopée par l'influence de sociétés de conseil toujours plus présentes.

On n'avait encore jamais vu pareilles passes d'armes. Le 29 avril dernier, les actionnaires de Renault ont rejeté à 54% la rémunération du CEO Carlos Ghosn (il touche 7,2 millions d'euros de Renault et 8 millions d'euros de Nissan). Le [conseil](#) d'administration est passé outre et a maintenu ce salaire. Sous l'emblème du Medef, le patronat français est alors entré en guerre avec l'un des leurs. Ce mépris affiché du vote a conduit le gouvernement socialiste français à envisager de légiférer pour plafonner les salaires.

Ailleurs dans le monde, de nombreuses frondes d'actionnaires se sont levées aussi contre des rémunérations jugées indécentes. Bob Dudley, CEO du pétrolier britannique BP, Lloyd Blankfein, de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs, ou encore les dirigeants de Deutsche Bank en ont fait les frais.

Parallèlement, les poids lourds de la gestion d'actifs comme le Fonds souverain norvégien, la société écossaise Aberdeen ou le géant mondial américain BlackRock ont décidé de renforcer le contrôle sur les paies des patrons.

Faisant écho à ce ras-le-bol, les votes de défiance se sont succédé en Suisse. A la suite de l'initiative Minder contre les rémunérations abusives (2013), les actionnaires se prononcent maintenant sur les sommes encaissées par la direction et le conseil d'administration. C'est une première ce [printemps](#) : les rémunérations ont été refusées au sein de deux compagnies.

Chez le fournisseur de spécialités chimiques pour la construction Sika, les gains du conseil d'administration et le rapport de rémunération ont été rejetés. Un résultat qui a pour toile de fond un conflit entre la famille Burkard et la holding Schenker-Winkler. Chez la société immobilière SPS, c'est le rapport de rémunération qui a essuyé un refus. Selon le CEO René Zahnd, cité par *Finanz und Wirtschaft*: «Ce vote est sans doute la conséquence du manque de transparence sur un bonus [individuel](#) de 38 000 fr.»

Chez Credit Suisse, au terme d'une assemblée houleuse, des rémunérations controversées ont néanmoins été acceptées à 79%. On peut s'en étonner. Or, il s'agit déjà d'un signal fort. «Un oui à moins de 80% délivre un message sans équivoque au management», souligne Christophe Volonté, responsable Corporate Governance chez zRating.

Un droit de regard qui plombe l'avidité des dirigeants. «La pression monte. Aujourd'hui, il ne serait plus possible à un CEO d'encaisser 70 millions de francs de salaire, comme l'a fait Brady Dougan chez Credit Suisse en 2011. Les votes des assemblées générales jouent un rôle de garde-fou», souligne Roby Tschopp, directeur d'Actares (actionnariat pour une économie durable).

Une quinzaine de moutons noirs

Selon les données compilées par la société zurichoise HCM, les rémunérations du management ont été approuvées en 2016 chez 92% d'une centaine de firmes analysées. Un chiffre stable par rapport à 2015. La structure de l'actionnariat joue un rôle dans ce résultat très positif. Dans les firmes où une famille contrôle une part importante du capital, un grand nombre de votants soutiennent le management.

Les entreprises où 20% des actionnaires se sont opposés à la politique salariale font d'autant plus figure de moutons noirs. Ce printemps, elles sont une quinzaine, dont notamment ABB, Bâloise, CS, EFG International, GAM, Gategroup, Georg Fischer, Inficon, LifeWatch, Meyer Burger, OC Oerlikon et Valora.

Le fabricant de semi-conducteurs de U-Blox zurichois a senti le vent du boulet avec un oui à seulement 51%. Du côté des sociétés des recommandations de vote, on a serré la vis. Ethos, qui représente 215 caisses de pension pour plus d'un milliard de francs sous gestion, a recommandé le refus de la moitié des rapports de rémunération. La société zRating prônait quant à elle d'en refuser 29%.

Les sociétés qui émettent ces recommandations jouent un rôle croissant dans l'économie suisse. En conseillant les investisseurs institutionnels qui dominent aujourd'hui le marché boursier, elles émettent des avis à fort impact. Une influence illustrée par un vote inattendu chez la société industrielle lucernoise Komax à la mi-mai.

A la surprise générale, les actionnaires ont refusé la création d'un poste d'administrateur supplémentaire. Ils suivaient en cela les recommandations cumulées des consultants américains ISS et Glass Lewis, ainsi que d'Ethos.

En termes de philosophie, les acteurs helvétiques comme Ethos, zRating, Actares, Swipra (Université de Zurich) privilégient l'axe du développement durable. Ils ont pour concurrents deux géants américains: ISS et Glass Lewis. Ces firmes à la tête d'un duopole aux Etats-Unis influenceraient ensemble jusqu'à 30% des votes dans les grandes compagnies helvétiques (ISS: 20%, Glass Lewis: 10%), tandis qu'Ethos représente un potentiel de vote de 3 à 5%.

«Cette année, j'ai constaté une forte corrélation entre les recommandations d'ISS et les résultats», souligne un observateur. Des voix s'élèvent pour pointer le risque de conflit d'intérêts car les deux groupes soutiennent également des clients dans le cas de plaintes collectives aux Etats-Unis. Un financier prévient: «Des sociétés de conseil internationales seront sans doute moins soucieuses d'éviter des délocalisations et des suppressions d'emplois en Suisse. Ainsi que d'y rapatrier les revenus soumis au fisc.»

LES DERNIERS ARTICLES "ÉCONOMIE"



HÔTELLERIE

Les nuitées hôtelières ont progressé de 1,3% en mai

En mai, les nuitées de visiteurs européens ont progressé de 3,2% par rapport à mai 2015, une poussée dont le Royaume-Uni a généré près de la moitié.

(/economie/nuitees-hotelières-ont-progresse-de-13-mai)



BREXIT

Nigel Farage quitte la tête de l'Ukip, le parti pro-Brexit

Après le retrait surprise jeudi de l'ex-maire de Londres Boris Johnson de la course à la succession de David Cameron, la campagne du Leave (partir) perd sa deuxième figure de proue.

(/economie/nigel-farage-quitte-tete-de-lukip-parti-pro-brexit)



TOURISME

Le tourisme turc désespère après les attentats d'Istanbul

Pour les professionnels du tourisme, les attentats suicide de mardi à Istanbul signent la mise à mort de l'industrie, déjà très affectée par la série d'attaques depuis le début de l'année.

(/economie/tourisme-turc-desespere-apres-attentats-istanbul)